

ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse

R.E.: Mons. E. Mecé : Postbus 58, 2600 Berchem 5, Belgique.



no 214

FF 164

Bibliothèque de documentation internationale contemporaine
Centre Universitaire
92001 Nanterre Cedex
France

Revue Hebdomadaire

40P.12315

ENFOPRENSA est une entité sans but lucratif, qui dispense des informations. Cependant, en raison des coûts de traduction, de copies et d'expédition nous demandons une contribution solidaire grâce à laquelle nous espérons améliorer et développer notre service. Nous vous proposons donc de vous abonner à notre publication. Nous vous proposons les formules suivantes : 150 francs pour l'envoi hebdomadaire du bulletin pendant six mois ou 300 francs pour l'abonnement de soutien. Vos virements postaux peuvent être effectués sur notre compte : ENFOPRENSA No. 3 648 62 V 020 PARIS. En vous remerciant à l'avance pour votre compréhension, nous vous prions d'agréer notre amitié sincère.

Informations du Guatemala

5° année / N° 214

du 27 mars au 2 avril 1987

POLITIQUE

La violation des droits de l'homme dénoncée en Allemagne
Les élections et les droits de l'homme
L'aide au Guatemala : ingénue et dangereuse
Les Etats-Unis d'accord pour aider le Guatemala
Cerezo en visite à Managua
La rencontre d'Esquipulas aura lieu en juin
Création de patrouilles civiles urbaines
La réponse du code pénal est répressive

ECONOMIE

La production du café
Des groupes s'opposent à la coopération centraméricaine

INSURRECTION

Actions de l'URNG

MOUVEMENT POPULAIRE

Les syndicats du Costa Rica demandent une enquête

SITUATION SOCIALE

Le problème du logement

DROITS DE L'HOMME

GAM : Le gouvernement finance des camps de concentration
6 paysans assassinés
Une maison attaquée et incendiée
Une femme torturée et assassinée
Disparition de deux étudiantes
Mitraillés en pleine rue
Un disparu retrouvé détenu par la police

REFUGIES

Pas de mesures unilatérales pour les réfugiés
La Conférence épiscopale : Mieux vaut rester au Mexique

POLITIQUE

LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME DENONCEE EN ALLEMAGNE

Dans un communiqué daté du 24 mars, la section allemande d'Amnesty International a demandé à Richard Von Weiszacker, président de la République fédérale allemande d'intervenir auprès de son homologue guatémaltèque, Vinicio Cerezo, à propos du respect des droits de l'homme dans ce pays centraméricain, accusé de refuser d'enquêter sur les cas de disparitions forcées.

Luttgar Vollmer, député du Parti des écologistes allemands (les Verts), a pris des positions identiques et rejeté la version du président Cerezo selon laquelle les violations des droits de l'homme sont le résultat de la délinquance de droit commun : le député a condamné l'aide fournie par l'Allemagne fédérale à la police guatémaltèque. Le 27 mars, Dagmar Luuk, députée social-démocrate, a critiqué les éloges et les promesses d'aide financière faites par le président Weiszacker à Cerezo et qualifié d' "irresponsable" l'aide au Guatemala en dépit des continuelles violations des droits de l'homme dans ce pays.

LES ELECTIONS ET LES DROITS DE L'HOMME

Les élections réalisées au Guatemala ne constituent pas en elles-mêmes une solution aux violations des droits de l'homme, qui sont certainement un "poids" pour le gouvernement actuel, a déclaré le 27 mars Richard Von Weiszacker, président de la République fédérale allemande, en visite officielle au Guatemala.

Le président a de plus déclaré partager l'opinion de divers secteurs allemands sur la violation des libertés et des garanties fondamentales des Guatémaltèques, "position du gouvernement allemand", a-t-il souligné.

L'AIDE AU GUATEMALA : INGENUE ET DANGEREUSE

Dans un article publié le 30 mars dans le journal nord-américain "The New York Times", Holly Burkhalter, représentant l'organisme nord-américain Watch, organisation humanitaire, a estimé que la décision du gouvernement guatémaltèque de solliciter l'aide des Etats-Unis pour professionnaliser la police était "ingénue et dangereuse". La dirigeante signale que la requête du président Cerezo évite de poser le problème de l'enquête, des poursuites et du châtement à l'égard des polices et des militaires coupables d'homicides ; tant que le gouvernement guatémaltèque ne démontre pas sa volonté d'agir en ce sens, "améliorer l'efficacité de la police ne pourra que signifier une plus grande répression".

Selon Burkhalter, l'aide nord-américaine accordée à la police guatémaltèque dans le passé s'est toujours traduite par la transformation de celle-ci en "gigantesque escadron de la mort".

LES ETATS-UNIS D'ACCORD POUR AIDER LE GUATEMALA

D'après une information du 26 mars commentée dans le "Washington Post", la Maison Blanche et les membres de la démocratie libérale au Congrès sont tombés d'accord sur la "nécessité" pour les Etats-Unis de fournir une aide militaire au Guatemala.

George W. Crockett Jr, président de la Commission des questions étrangères de la Chambre des représentants, a présenté un projet de loi visant à accorder deux millions de dollars au titre de l'aide policière au Guatemala.

Des organisations humanitaires ont assuré à Mary Mc Crory, journaliste du "Washington Post", que "ce n'est pas par manque d'appareil pour relever les empreintes digitales que l'on ne peut freiner les violations des droits de l'homme au Guatemala, mais par absence de volonté politique".

CEREZO EN VISITE A MANAGUA

Le président Cerezo s'est rendu le 29 mars au Nicaragua pour une visite de neuf heures. Il a analysé avec Daniel Ortega, président du Nicaragua, la situation en Amérique centrale et les perspectives offertes par la prochaine réunion des chefs d'Etat de la région qui doit avoir lieu à Esquipulas, Guatemala.

A Managua, Cerezo a également rencontré Erick Ramirez, président du parti social-chrétien, et les dirigeants des six autres partis de l'opposition qui ont proposé un plan de paix pour la région en février dernier.

Le 27 mars, le président du Guatemala a renouvelé son soutien à la proposition de paix pour l'Amérique centrale du représentant du Costa Rica, Oscar Arias, proposition appuyée par l'administration Reagan, et qui sera l'un des thèmes principaux de la réunion d'Esquipulas.

LA RENCONTRE D'ESQUIPULAS AURA LIEU EN JUIN

Roberto Carpio Nicolle, vice-président du Guatemala, a fait savoir le 25 mars que la réunion des présidents centraméricains aurait lieu les 24 et 25 juin à Esquipulas et non en mai comme annoncé précédemment.

Carpio Nicolle est parti le 30 mars à destination de l'Extrême-Orient (Taiwan, Corée du sud et Hong Kong) dans le but d'inciter les industriels à investir au Guatemala.

CREATION DE PATROUILLES CIVILES URBAINES

Le 29 mars, le ministre de l'Intérieur, Juan José Rodil, a annoncé la mise en place d'un plan visant à créer des patrouilles civiles dans la capitale, sur le même modèle que les patrouilles des zones rurales.

Ce projet fait partie d'un plan d'urgence en neuf points, élaboré afin de "faire face à toute action armée" dans toutes les régions du pays. D'après le journal "El Grafico", la création de patrouilles civiles urbaines "créerait encore plus de conflits de caractère violent".

LA REFORME DU CODE PENAL EST REPRESSIVE

Edmundo Vasquez Martinez, président de la Cour suprême de justice, a qualifié de "répressives" les réformes du code pénal, qui ont été approuvées, à la demande de l'exécutif, le 27 mars par le Congrès de la République ; ces réformes rejettent la possibilité de mise en liberté provisoire des personnes ayant été incarcérées auparavant à 2 reprises.

Au cours de déclarations à la presse, Vasquez Martinez a déploré le caractère de la réforme, car "s'il existe des lois répressives et des lois préventives, la réforme du code pénal n'a considéré que l'angle répressif de la sanction".

ECONOMIE

LA PRODUCTION DU CAFE

Selon une information du 29 mars de l'agence de presse espagnole EFE, l'Association nationale du café (ANACAFE) a convoqué d'urgence une réunion des producteurs afin de demander au gouvernement la révision de la politique fiscale, pour éviter le désistement des producteurs et maintenir la production. Des négociations internationales devraient permettre d'augmenter et de stabiliser les cours du grain de café. Le Guatemala a perçu 211 776 469 dollars de sa dernière récolte de café, terminée en septembre 86, soit 60% de ses exportations totales. EFE signale que, en 1987, le Guatemala produira environ 3 millions de sacs de café de 60 kg, dont 90% seront exportés.

DES GROUPES S'OPPOSENT A LA COOPERATION CENTRAMERICAINE

Dans une déclaration du 29 mars, Eduardo Estrada, vice-ministre de l'économie, a dénoncé l'opposition de certaines forces à la révision, l'actualisation et la dynamisation des processus de coopération en Amérique centrale.

D'après une estimation du fonctionnaire, le total des transactions en 1986 parmi les pays de la région a représenté entre 340 et 360 millions de dollars, soit 25% de moins que l'année précédente, qui avait elle-même enregistré le tiers des transactions par rapport à 1980.

La Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) estime que le commerce centraméricain est redescendu au niveau d'il y a 15 ans.

INSURRECTION

ACTIONS DE L'URNG

Entre le 28 février et le 18 mars, l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque (URNG) a réalisé dans les départements du Peten et du Quiché, dans le nord et le nord-ouest du pays, trois embuscades, une opération de harcèlement, l'occupation d'un village accompagnée de réunions politiques avec ses habitants, et neuf occupations de routes. Le communiqué, diffusé le 24 mars, informe également de l'occupation, les 18 et 22 mars de la route transversale du nord, en plusieurs endroits, durant 11 heures. Cette importante route de liaisons commerciales traverse les départements du Quiché et Alta Verapaz.

MOUVEMENT POPULAIRE

LES SYNDICATS DU COSTA RICA DEMANDENT UNE ENQUETE

Dans une lettre publiée le 26 mars, 24 organisations syndicales du Costa Rica ont demandé au président Vinicio Cerezo l'ouverture d'une enquête sur les assassinats des dirigeants des travailleurs, et la comparution devant les tribunaux des responsables, que ceux-ci soient civils ou militaires.

Les syndicalistes indiquent au président qu' "ils ne peuvent croire que vous (le président) puissiez envisager l'instauration d'une démocratie, penser qu'elle peut être légitime, au milieu de tant de crimes, d'enlèvements et de disparitions".

SITUATION SOCIALE

LE PROBLEME DU LOGEMENT

Selon une information du 24 mars, le manque de logements, officiellement estimé à 650 000 unités, est en continuelle augmentation, en raison de l'augmentation de la population et de sa concentration dans des zones urbaines.

Ces données ont été communiquées par Rafael Escobar Donis, architecte et président de la Banque nationale de l'habitation (BANVI), après la signature du premier accord de coopération avec l'Université de San Carlos.

DROITS DE L'HOMME

GAM : LE GOUVERNEMENT FINANCE DES CAMPS DE CONCENTRATION

Selon Nineth Garcia, présidente du Groupe d'appui mutuel (GAM) des proches des disparus, un camp de concentration est aménagé dans le domaine agricole La Perla, département du Huehuetenango. Des

centaines de paysans sont torturés dans ce camp, financé par le gouvernement. Le GAM dénoncera sans cesse les violations des droits de l'homme, en dépit de menaces dont ses membres sont l'objet, a rappelé la présidente le 25 mars.

Deux jours plus tard, le GAM a adressé une lettre ouverte à Richard von Weiszacker, président de la République d'Allemagne fédérale, dans laquelle il signale que la vague de violence politique, qui se manifeste par des enlèvements, des assassinats, des menaces et des hostilités, est commise par les forces de sécurité du gouvernement, parmi lesquelles se trouvent la police nationale, la brigade d'enquêtes spéciales et des narcotiques (BIEN, police politique), l'armée, les commandants des patrouilles civiles et les "groupes paramilitaires".

6 PAYSANS ASSASSINES

D'après des informations publiées dans la presse locale le 27 mars, 6 paysans ont été assassinés par balles, après avoir été torturés ; les faits se sont produits dans plusieurs régions de l'est et du sud du pays.

Victor Alcantara Mayen et un homme non identifié ont été tués dans le département de Santa Rosa ; Neftali Ramos Gonzalez et Otoniel Esquivel Bernal à Jutiapa ; Eliséo Montenegro Ramos et Adolfo Gomez ont été assassinés à Escuintla, après avoir été enlevés pour avoir assisté à la mort violente de Byron Rolando Juarez Estrada.

UNE MAISON ATTAQUEE ET INCENDIEE

D'après la presse locale du 25 mars, on a tiré sur une maison et ensuite incendié le bâtiment ; 4 personnes ont été gravement blessées et transportées à l'hôpital. L'attentat a eu lieu dans le village Nueva Pineda, dans la municipalité Santa Maria Ixhuatan, Santa Rosa.

UNE FEMME TORTUREE ET ASSASSINEE

La presse a informé le 26 mars de la découverte la veille du cadavre de Yolanda Godoy de Padilla, 35 ans, sur la route interaméricaine en direction du Salvador. Le corps portait des traces de viol, de brûlures de cigarettes, de blessures au couteau et de strangulation.

DISPARITION DE DEUX ETUDIANTES

Sonia Damaris Estrada Ceron et Elny Lisendia Vanegas, étudiantes, ont disparu depuis le 26 mars dans la zone 7 de la capitale, ont fait savoir les mères des victimes.

MITRAILLES EN PLEINE RUE

Deux individus circulant en motocyclette ont tiré le 24 mars au matin sur Hector Gustavo Raymundo Colindres et Manolo Gonzalez Arana.

UN DISPARU RETROUVE DETENU PAR LA POLICE

Hugo Geovanni Arrazola Rivas, enlevé le 23 mars à 75 mètres du bâtiment principal de la police nationale dans la capitale, a été retrouvé 3 jours plus tard, détenu sans mandat au poste de police de "La Parroquia", ont fait savoir ses proches le 25 mars.

Le séquestré a déclaré avoir été enlevé par des individus vêtus en civil, battu les yeux bandés ; on ne lui a jamais dit les motifs de son enlèvement.

REFUGIES

PAS DE MESURES UNILATERALES POUR LES REFUGIES

Le 30 mars, l'ambassadeur Oscar Gonzalez, coordinateur de la commission mexicaine d'aide aux réfugiés (COMAR), a déclaré que les présidents du Guatemala et du Mexique s'emploieraient à résoudre le cas des réfugiés par une décision bilatérale, sans politique belliqueuse ou mesures unilatérales.

Au cours d'une visite au campement de Maya-Balam, dans l'état de Quintana Roo, Gonzalez a reçu les différents représentants des réfugiés ; ceux-ci se sont déclarés prêts à retourner au Guatemala si les conditions de sécurité sont réunies.

LA CONFERENCE EPISCOPALE : MIEUX VAUT RESTER AU MEXIQUE

Consulté sur l'éventualité d'une médiation de l'église guatémaltèque au sujet du retour des réfugiés au Mexique, Prospero Penados del Barrio, archevêque de la capitale a déclaré le 28 mars que les garanties nécessaires au retour des 45 000 réfugiés n'étaient pas réunies. De son côté, la Conférence épiscopale a demandé aux réfugiés de ne pas revenir tant que le gouvernement ne leur apporte pas des garanties de sécurité et de liberté, et la possibilité de se réinstaller sur leurs terres.

Le 24 mars, le Syndicat des travailleurs de l'enseignement du Guatemala a lancé un appel aux réfugiés pour qu'ils ne rentrent pas au pays, les droits de l'homme continuant à être violés après un an de gouvernement civil démocrate-chrétien.